

L'extrême droite progresse dans les urnes suédoises

Suède Ce sont les sociaux-démocrates qui sortent vainqueurs du scrutin.

La Suède se réveille ce lundi avec une situation compliquée à gérer, au lendemain des élections législatives, promettant d'intenses tractations pour former un gouvernement.

Ni le bloc "rouge-vert" du Premier ministre social-démocrate sortant Stefan Löfven, ni le bloc "bourgeois" emmené par le dirigeant conservateur Ulf Kristersson n'ont obtenu la majorité au Riksdag. Le premier, dont le parti social-démocrate, bien que vainqueur, ne recueillerait que 25 % des voix, a brouillé les cartes en fermant la porte aux migrants après leur avoir tendu la main. Le second, qui atteint les 18 %, a droitisé son discours pour retenir ses électeurs tentés par l'extrême droite, au risque de perdre les centristes. Tout bénéfique pour les Démocrates de Suède qui, emmenés par Jimmie Akesson, recueilleraient 16 à 19 % des voix, selon les sondages à la sortie des urnes.

A priori, le cordon sanitaire devrait encore tenir. *"Les partis de la droite et du centre considèrent qu'il n'est pas possible de former une coalition avec les Démocrates de Suède pour des raisons qui sont liées à leur position sur l'immigration, mais également à celle en faveur de la sortie de l'Union européenne"*, explique le politologue Jean-Yves Camus, spécialiste des nationalismes et extrémismes en Europe. Mais l'influence de l'extrême droite, qui a

déjà clairement marqué l'orientation des politiques d'immigration, s'annonce plus forte que jamais. Car il sera difficile d'adopter des réformes sur les grands enjeux du pays – fiscalité, intégration, éducation, santé – en se passant du soutien d'un parti susceptible de devenir la première force d'opposition au Parlement.

Dédiabolisation

Pendant des années, la Suède s'est profilée en tant que terre d'accueil pour les migrants économiques, les opposants politiques et autres persécutés du monde. Sa politique étrangère se voulait humanitaire et respectueuse des droits de l'homme. Même son Premier ministre conservateur, Fredrik Reinfeldt, appelait en 2014 – il n'y a pas si longtemps – les Suédois à *"ouvrir leur cœur"* et accueillir les demandeurs d'asile en provenance de Syrie, d'Afghanistan ou d'Irak.

Les Suédois qui ont plébiscité un parti aux racines néonazies seraient-ils devenus racistes ? Jean-Yves Camus contextualise la situation : proportionnellement à sa population, le pays a accueilli un grand nombre de migrants en 2015, il fait face à des actes de violence, il constate une expression ouverte de l'islam militant et radical et des départs pour le djihad. *"Cela fait peut-être passer au second plan, chez un certain nombre d'électeurs, les racines historiques du mouvement."* Surtout que, dans les années 90, les nouveaux dirigeants "démocrates" *"ont compris qu'on ne pouvait pas avancer avec, en son sein, des militants dont l'orientation*

néonazie était palpable". *"Ils ont suivi, avant l'heure, la même politique de dédiabolisation que celle que Marine Le Pen a mise en place en 2011 en France."*

Des écarts de richesse croissants

Même s'ils ne veulent pas être comparés à lui, les Démocrates de Suède présentent un programme qui *"n'est pas très éloigné de celui du Rassemblement national"*, avec une *"opposition à l'Europe de Bruxelles, un lien fait entre immigration et insécurité, une opposition à l'islam, la demande d'un retour de l'État dans les secteurs publics et, en même temps, une maîtrise des dépenses, une espèce de politique à mi-chemin entre néolibéralisme et intervention de l'État qui n'est pas extrêmement cohérente"*.

Il y a aussi que la Suède *"connaît une augmentation très importante des écarts de richesses"*. L'économie suédoise se porte bien, avec un excédent public, un chômage au plus bas depuis dix ans, une croissance autour de 3 % attendue cette année. *"Mais, en même temps, il y a incontestablement une poussée des inégalités qui est mal vécue dans un pays où, traditionnellement, comme partout en Scandinavie, les sociétés sont assez égalitaires, où la trop grande richesse n'est pas bien vue et où la grande pauvreté n'est pas admise"*, note Jean-Yves Camus. *"Il y a un phénomène auquel la population n'est pas habituée et qui est potentiellement anxiogène. La question de la perte de revenus touche ceux qui sont précaires, mais aussi ceux qui craignent de le devenir."* Autant de voix, issues en particulier de la gauche traditionnelle, qui se seraient reportées sur l'extrême droite.

Sabine Verhest